



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2024.17.07/892

Thème : TRAVAUX

Objet : Annule et remplace l'arrêté n° 2024.05.29/481

Autorisation de travaux délivrée à la société Spie CityNetworks pour des travaux d'ouverture de chambre, de tirage et de raccordement de câbles de fibre optique, du 05 août 2024 au 16 août 2024 Route de Grenoble. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place par l'entreprise.

Le Maire de la ville de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par la société Spie CityNetworks le 17 juillet 2024,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation de travaux délivrée à la société Spie CityNetworks pour des travaux d'ouverture de chambre, de tirage et de raccordement de câbles de fibre optique, du 05 août 2024 au 16 août 2024 Route de Grenoble. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place par l'entreprise.

Article 2 : Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements.

Article 3 : Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par la société Spie CityNetworks conformément aux textes en vigueur.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant de la Circonscription de la Sécurité Publique de Briançon,
- le responsable de la Police Municipale,
- les Services Techniques Communaux,
- la société Spie CityNetworks.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 24 JUIL. 2024

René MICHEL



Le conseiller municipal délégué à la sécurité

Notifié le : 24 JUIL. 2024